Vous avez dit « MODELE SOCIAL » ?...

Que ce soit dans le "grand" débat de la rentrée,... mais est-il nécessairement "grand" pour tout le monde,... que ce soit à propos de l'Europe, on n'en finit pas de nous rebattre les oreilles avec "notre" prétendu modèle social ! Un modèle social auquel nous serions tellement attachés, que plutôt que d'imaginer de le perdre, il a été jugé préférable pour une majorité de voter "Non" au projet européen.

Non contents d'assumer cette option, nous persistons ... et signons, par un "Non" sans ambiguïté à tout projet susceptible, pour cause de libéralisme, de remettre en question le "modèle initial" ! Initial, ce mot prend ici toute sa valeur, dans le contexte de régression sociale que l'on observe, sans équivoque.

De qui se moque t on dans ce "grand cirque" de la désinformation,... ou, surtout, de quel modèle social parle t-on ?

Bonne question pourtant que celle du modèle social ; mais **mauvaise pioche** quant à certains types de réponses!

La référence ne peut pas être celle d'un "modèle résiduel"; car insidieusement, le "modèle" a été réduit, et vidé de son contenu de nos attentes, de nos espoirs?

Pourtant que d'adaptations assumées et assurées... ou subies !

UN MODELE, OU L'APOLOGIE... D'UN DEFUNT ?

"On" paraît s'émouvoir, sur ce qu'était ou aurait été ce modèle social car il faut bien en parler au passé, le ciment de ce pacte social, justement social, propre à la société française le "ciment" a séché, puis il s'est fissuré... fracturé?

Alors, il faut en effet être aveugle ou sourd, (ou peut être les deux), pour donner le qualificatif de social à ce qui subsiste aujourd'hui...

On sait bien d'ailleurs comment il est ... mal traité. Voulons-nous vraiment nous orienter vers une "Sécurité Sociale" à l'américaine à moins que, autre "référence", ce ne soient les transports ferroviaires ... qui filent à l'anglaise ?

La question n'est plus " plus d'Etat ou moins d'Etat "mais" un Etat en ... bon état et qui aspire à servir.

UNE MEMOIRE ELECTIVE, ... OU SELECTIVE?

Pendant longtemps, pour les salariés, le "modèle social " a signifié que personne ne serait laissé sur le bord du chemin. Désormais, tout ce que la "pensée unique" qualifie d'étranger ou d'adversaire du progrès, se trouve broyé par un rouleau compresseur auquel, jeunes, vieux, cadres moyens ou supérieurs, ouvriers, employés, ne peuvent plus prétendre échapper : la France d'en haut regarde la frange d'en bas !

Il n'existe plus d'exclusive à l'exclusion!

UN ASCENSEUR GRIPPE? ... QUI NE FAIT QUE DESCENDRE ?

Malgré l'engagement d'un corps enseignant déboussolé, malgré un réseau associatif le plus souvent exemplaire et détourné de plus en plus de son objet, l'ascenseur social apparaît en panne. S'il reste vrai qu'on ne peut pas accueillir toute la misère du monde, des dossiers comme celui du logement illustrent cette évolution. Est-il sain et efficace que des associations comme EMMAÜS soient contraintes d'élargir leurs structures d'accueil pour pallier les insuffisances d'un Etat défaillant?

Et nous voilà dépassés par l'ampleur et la dimension du problème.

Ne nous acheminerions nous pas vers un nouveau prisme, déformé, déformant ? : le triste social ... universel ?...

HIER LE "BON TEMPS" ? NON, MAIS CE JOUR EST BIEN PIRE!

Nous nous souvenons tous de ce temps (pas forcément bon) ... où l'on dénonçait le facteur de risque social que représentait l'existence de 500 000 chômeurs dans le pays. Aujourd'hui, au prix d'artifices laborieux, la France compte "officiellement" deux millions quatre cent mille chômeurs. Est-ce le prix à payer de la modernité et de la mondialisation ? Et ne cherche-t-on pas à ce que ce bateau rendu ivre se laisse abuser par le chant des sirènes ?

EST-IL ENCORE TEMPS ... DE PARLER DE MODELE ?

Nonobstant toutes les approximations entendues, nous ne sommes plus, à l'évidence dans une logique de référence sociale ... mais nous ne nous situons pas davantage dans la quête d'une norme ancienne, celle que l'on voudrait nous faire (peut être) regretter...

Si nous avons constitué une référence, au moins conceptuelle, c'était ... "hier", et les modèles, s'ils peuvent aussi être cherchés ailleurs, ne se situent pas nécessairement au pays de l'utopie ... ce qui ne nous empêche pas de la revendiquer, l'UTOPIE

Il s'agit d'une question de volonté, et de partage de la richesse, et cette question passe par le rapport ... de force !

ON EST TOUJOURS LE "RICHE" DE QUELQU'UN!

La réponse exclusivement "marchande", concurrentielle, s'appuyant sur un libéralisme débridé, porte en son sein le principe d'inégalité, donc la régression sociale .. pour peu que le social ait acquis droit de cité.

Face à la "pensée unique" qui ne s'embarrasse pas de sentiments ; stigmatiser la pratique n'est pas suffisant et nous devons mener les réflexions, et construire les moyens et les actions nécessaires pour infléchir l'évolution de notre société.

UNE DECLINAISON, OU LA CHRONIQUE D'UNE FIN ANNONCEE ?

Le dossier des services publics illustre jusqu'à l'absurde ce qui nous est promis par le "tout libéral" ! De "tsunami", en inondations, de tremblements de terre en incendies, on mesure davantage la réduction de la place donnée au collectif, face à un "traitement" plus individuel, plus personnel, (qu'on essaie de nous vendre pour du "sur mesure"). Belle leçon,... mais douloureuse! Dans un contexte marqué par la globalisation, on risque de ne pas pouvoir faire ... l'économie d'un nouveau rapport de force.

EXEMPLAIRE (?) CET ETRANGLEMENT EN REGLE SE TRADUIT PAR DES COUPES SOMBRES

Pour les pseudo gestionnaires qui nous gouvernent, les contraintes budgétaires dictées par la construction européenne imposent la poursuite de coupes sombres et déconnectent des besoins réels des secteurs entiers de notre société : ainsi l'hôpital se trouve dans l'incapacité de répondre aux besoins des usagers tant au niveau des délais que de la qualité des soins!

Peut être une rémanence de la loi du 13 août 2004 sur l'Assurance Maladie ?... avec le résultat constaté par la Cour des comptes... affligeant.

Rationalisation budgétaire, quand tu nous tiens! Et "tout ça pour ça"...

UN "SOCIAL" INVERSEMENT PROPORTIONNEL AUX BESOINS?

C'est au moment même où les besoins augmentent du fait de la précarité, que les structures d'accueil diminuent, sans que ceux qui nous gouvernent y voient le moindre paradoxe. A côté de l'Hôpital, on pourrait citer l'Education Nationale, l'ANPE, dont on augmente les effectifs, mais en multipliant ses missions, les ASSEDIC, la Recherche?

Mais aussi les Transports en commun! Qui peut penser que certains seront épargnés?

Car le propos vaut aussi pour la Poste, pour une large part privatisée, mais aussi pour le gaz, l'électricité...

Il va falloir quand même à un moment, demander des comptes aux tenants du concurrentiel à tout prix, et se poser la question de son coût pour le consommateur.

Notre modèle social ne s'inspirerait-il pas de la phrase que chacun d'entre-nous a pu entendre, entre deux musiquettes de la plate forme téléphonique "Allo ne quittez pas... Quelqu'un va vous répondre". Le progrès sans doute!

DU PRIVE AU PUBLIC,... A MOINS QUE CE NE SOIT L'INVERSE ?

Un salarié est un salarié, où qu'il soit, et quelle que soit la structure.

En matière d'emploi on constate la volonté pour les services publics de singer le privé.

On semble par là vouloir ignorer que chacun de ces secteurs (privé et public) correspond à des finalités différentes, induisant des logiques différentes.

Un système où le cours de l'action est indexé sur celui des licenciements peut-il longtemps survivre ? Nous devons, en tant que syndicalistes, combattre un système libéral et individualiste qui refuse aux individus salariés le droit de vivre dans la dignité, par les revenus de leur travail.

L'ECOLE EST FINIE? MAIS NON, MAIS NON!...

Le discours et la pratique tenus dans l'Education Nationale déjà citée, illustrent ces interrogations alors que ce qui est en cause c'est le manque de moyens alloués. Ainsi, le privé s'engouffre dans la brèche de cette "ouverture" ainsi provoquée.

Provocation?

Ah le débat sur... l'Ecole!

UNE ANALYSE POUR DES SOLUTIONS?

Doit-on pour cela verser des larmes sur l'égalité des chances et la trilogie républicaine "liberté égalité, fraternité" ?

On condamne l'élitisme alors qu'on fait tout pour le pérenniser. On déclare lutter contre le communautarisme, alors qu'on lui permet de se développer.

Les faits sont là, accablants!

Ce sont toujours les mêmes qui sont le plus accablés.

Au moment même où le pays vieillit, on ferme des lits à l'hôpital, et on réaménage les territoires à travers des structures qui s'éloignent de plus en plus de l'usager!

Nos modèles ne sont plus des modèles, il va bien falloir en changer...

On change qui ? On change quoi ? On change quand ?... car la justice sociale ne saurait être attendue... Telle doit être notre ambition. Demain est encore à construire

Et puis, rassurons-nous, tout va bien pour la bourse et le pétrole... Il est encore des raisons d'espérer.